



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

Economie

Un nouvel élan pour le commerce des épices

Le Nigeria produit plus de gingembre que la Chine, mais en tire moins d'un dixième des revenus. Cette situation change, grâce à de nouveaux investissements... • (Page 08)

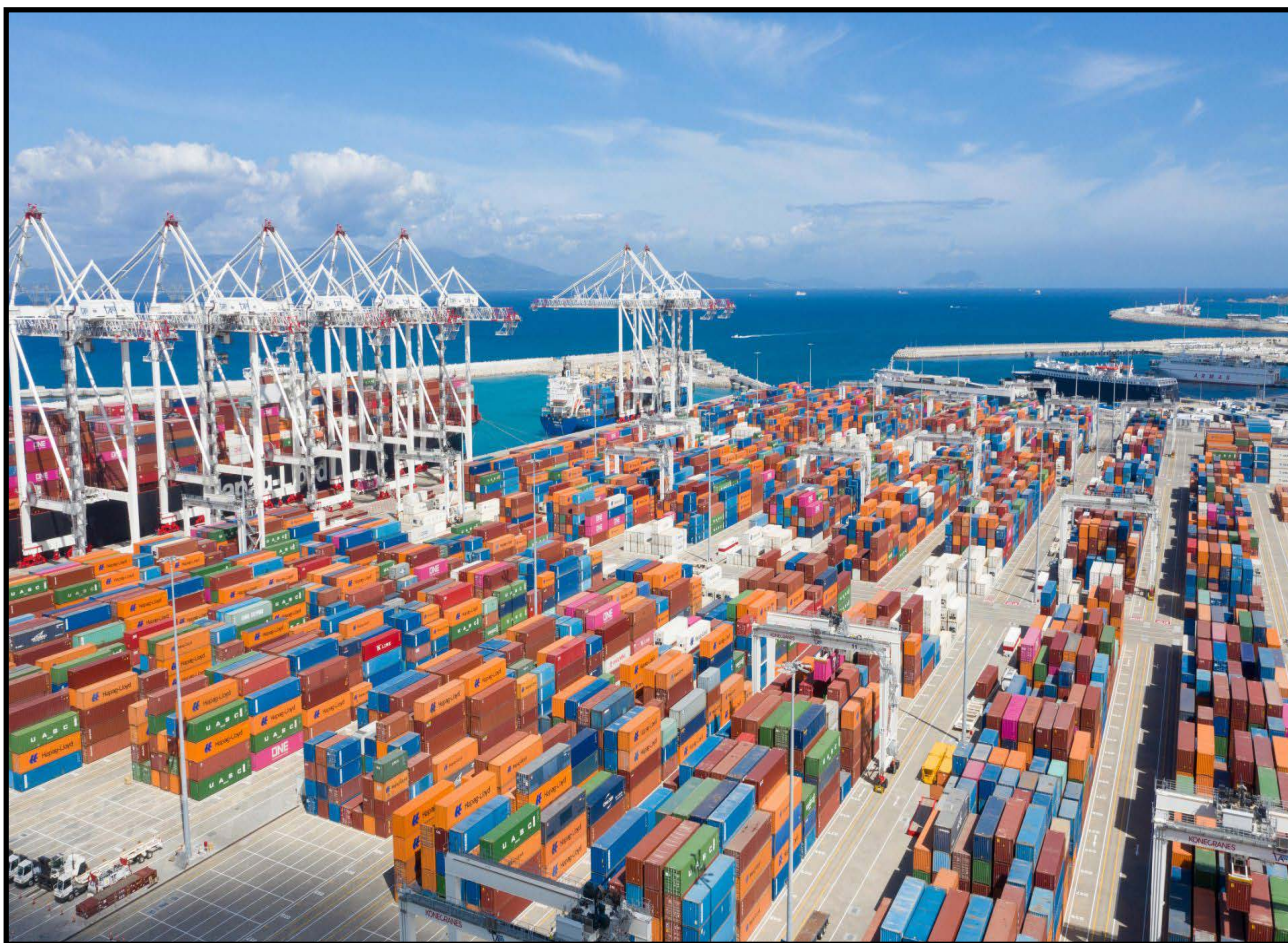
Systèmes de paiement

L'Afrique doit reprendre le contrôle

Garantir la souveraineté et la résilience des paiements et des règlements est devenu un enjeu vital pour la survie ... • (Page 09)

Evolution des 5 plus grands terminaux à conteneurs africains • (Page 03)

Le port de Lomé a de l'avance sur ses voisins



Six années de gouvernance stratégique à l'OTR • (Page 04)

Un modèle d'efficacité publique au Togo

Gestion Publique

Lomé accueille une rencontre régionale sur la gestion budgétaire des collectivités locales

Lomé abritera, les 3 et 4 novembre prochains, un atelier régional de partage d'expériences et de bonnes pratiques ... • (Page 02)

Kpalimé

L'IYF lance la construction d'un amphithéâtre de 1 000 places dédié à la jeunesse

L'Organisation non gouvernementale International Youth Fellowship (IYF) a procédé, le mercredi 29 octobre à Kpalimé, à la ... • (Pages 04)

Situation de la microfinance au Bénin

Une forte contraction du crédit au 2e trimestre

Le secteur de la microfinance au Bénin confirme sa vitalité au deuxième trimestre, avec une clientèle en progression et des dépôts en hausse. Mais, il est noté une ... • (Page 06)

Opinion

L'économie africaine face aux cryptomonnaies

Les monnaies virtuelles peuvent-elles s'appliquer à l'actuelle structure de l'économie africaine où domine la sphère informelle ? Le monde numérique a ... • (Page 11)



CANALBOX
VIVEZ L'INTERNET ILLIMITÉ

8866
Coût de l'appel : 20 FCFA.

TESTEZ CHEZ VOUS VOTRE ÉLIGIBILITÉ

TÉLÉCHARGEZ L'APP CANALBOX



INSTALLATION DE LA BOX 100% GRATUITE*

*Offre valable jusqu'au 31 août 2025; Sous conditions d'éligibilité et de paiement du premier forfait mensuel



www.canalbox.tg

Gestion Publique

Lomé accueille une rencontre régionale sur la gestion budgétaire des collectivités locales en Afrique de l'Ouest

Lomé abritera, les 3 et 4 novembre prochains, un atelier régional de partage d'expériences et de bonnes pratiques en gestion budgétaire des collectivités territoriales, en vue d'un meilleur accès des populations aux services de base. L'initiative est portée par la Faïtière des communes du Togo (FCT) et le Conseil des collectivités territoriales de l'UEMOA (CCT-UEMOA), avec l'appui financier de la Coopération allemande (GIZ).



● Nicole Esso

Cette rencontre régionale sera axée sur le partage de solutions innovantes en matière de gestion budgétaire au service des collectivités territoriales. Les échanges viseront à encourager la mutualisation des expériences locales et régionales autour de mécanismes efficaces de gouvernance financière, capables d'améliorer la qualité des services de base et de renforcer la gestion locale.

Les participants, issus de plusieurs pays de la sous-région, notamment le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, le Mali, la Mauritanie, le

Niger, le Sénégal et le Togo, représentent des institutions locales reconnues pour leurs bonnes pratiques. Ainsi, les travaux s'articuleront autour d'une communication sur les fondamentaux de la gestion budgétaire des collectivités territoriales et des panels consacrés aux pratiques sans impact direct sur l'accès aux

services de base, et aux pratiques ayant un impact direct sur cet accès.

Selon les organisateurs, le budget local est un outil central de planification et de pilotage du développement territorial. Sa bonne maîtrise permet aux collectivités de prévoir, gérer et exécuter leurs recettes et dépenses.



Image du jour

CHOISEUL 100 AFRICA
2025 Laureate



Kpowbié Tchasso
AKAYA
General Secretary
Ministry of Economy and
Finance of Togo



AUX DÉCIDEURS ...
Nouvelle ère pour l'OTR

En confiant à Chantal Yawa Djigbodi Tsègan la direction de l'Office Togolais des Recettes (OTR), le Togo ne procède pas seulement à un changement de leadership : il réaffirme une orientation claire vers la modernisation, la performance et la souveraineté budgétaire. Première femme à occuper ce poste stratégique, Mme Tsègan incarne à la fois la continuité d'une réussite et l'ouverture d'un nouveau cycle pour une institution devenue pilier de la stabilité financière nationale.

Succédant à Philippe Kokou Tchodié, dont la gestion a été marquée par une croissance soutenue des recettes publiques (près de 1 000 milliards FCFA collectés en 2023), Mme Tsègan prend les rênes d'une institution solide, mais à un moment charnière.

Sous le sceau d'une réforme adoptée en avril 2025, l'OTR s'apprête à approfondir sa mutation vers un modèle plus transparent, plus digitalisé et plus proche des contribuables.

L'arrivée de Yawa Tsègan à la tête de l'OTR dépasse la simple dimension administrative. C'est un signal politique et institutionnel fort : celui de la confiance accordée à une femme d'expérience, à la fois technicienne aguerrie et figure respectée du dialogue républicain.

Son parcours, entre l'Assemblée nationale et les hautes sphères gouvernementales, atteste d'une connaissance fine des enjeux fiscaux et de la mécanique budgétaire.

À travers elle, l'administration togolaise confirme son ancrage dans la modernité : une gouvernance inclusive, tournée vers la performance, mais aussi consciente de la dimension humaine de l'action publique.

Son appel à l'unité, à l'innovation et à la redevabilité au sein de l'Office sonne comme un rappel des valeurs fondatrices de l'OTR, au-delà des objectifs chiffrés.

Le ministre des Finances, Essowè Georges Barcola, a rappelé à juste titre que l'administration fiscale doit rester au service du citoyen et de l'entreprise, tout en demeurant un levier de croissance pour l'État. Ces chantiers exigent rigueur, écoute et vision stratégique.

Or, Mme Tsègan en a fait le cœur de son engagement : « un honneur et un appel au devoir », selon ses propres mots. Sa mission s'inscrit donc dans une double exigence : poursuivre la performance tout en humanisant la fiscalité.

L'objectif de 1 200 milliards FCFA de recettes en 2025 n'est pas qu'une ambition comptable : c'est l'expression d'un choix politique, celui de financer le développement par l'effort national.

Et dans ce processus, l'OTR occupe une place centrale, à la fois comme outil de souveraineté et vecteur de confiance entre l'État et les citoyens.

L'accession de Yawa Tsègan à la tête de l'Office Togolais des Recettes ouvre une nouvelle ère de leadership équilibré, entre rigueur technique et sens politique, entre performance économique et justice sociale.

C'est aussi un symbole fort de la promotion du leadership féminin dans les plus hautes fonctions de l'État — preuve que la compétence n'a ni genre ni frontière.

La nouvelle ère de l'OTR ne se joue pas seulement sur les chiffres, mais sur la capacité à incarner la confiance, à conjuguer exigence et proximité, à faire de chaque contribuable un partenaire du développement. Sous le leadership de Yawa Tsègan, le Togo confirme qu'il avance — avec méthode, avec vision, et surtout, avec foi dans la compétence et l'intégrité comme moteurs du changement durable.

M.T

Le Togo en chiffres

DEMOGRAPHIE

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	62,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

* Nombre d'enfants par femme. ** Nombre de décès pour 1000 enfants. *** Nombre de naissances pour 1000 femmes.

● Source : tresor.economie.gouv.fr

Evolution des 5 plus grands terminaux à conteneurs africains

Le port de Lomé a de l'avance sur ses voisins

Les ports assurent environ 90% des échanges mondiaux de marchandises en volume et plus de 80% en valeur. Dans ces échanges, les terminaux à conteneurs jouent un rôle fondamental.

• M.D.

À l'échelle du continent, seuls cinq d'entre eux figurent dans le Top 100 mondial. Le nombre de conteneurs traités par ces ports africains a évolué de manière contrastée sur la période 2020-2025. Détails. C'est un euphémisme de soutenir que les ports jouent un rôle fondamental dans les chaînes de logistiques mondiales, sachant qu'environ 90% des échanges commerciaux de marchandises en volume transitent par les ports. Ils jouent un rôle crucial en facilitant le passage du fret maritime vers d'autres modes de transport tels que l'aérien, le routier, le ferroviaire et le fluvial, servant ainsi de plateformes multimodales pour la distribution globale de marchandises. Les infrastructures portuaires contribuent ainsi à fluidifier l'acheminement du fret et la connectivité mondiale. Dans ce cadre, les grands terminaux à conteneurs jouent un rôle fondamental en tant que hubs de transbordement des marchandises, en tant qu'infrastructure essentielle pour l'import et l'export des pays, et en tant que points d'entrée et de sortie de marchandises pour les pays enclavés. Partant, les pays qui détiennent de grands ports et sont bien positionnés géographiquement sur les grandes routes maritimes en tirent des avantages géostratégiques indéniables. Au niveau du continent africain, certains ports à conteneurs se sont bien positionnés en tant que hubs régionaux devenus incontournables dans les échanges mondiaux de marchandises. Ce sont les ports qui figurent sur les radars des grands armateurs mondiaux (MSC, APM-Maersk, CMA CGM, Cosco Ship-



ping, Hapag-Lloyd...). C'est le cas de Tanger Med au Maroc, de Port-Saïd en Egypte, du Port de Durban en Afrique du Sud et du Port de Lomé au Togo qui sont incontournables au niveau du continent et qui sont classés parmi les plus grands ports à conteneurs d'Afrique par les classements de Lloyd's List One Hundred Ports reported et d'Alphaliner. Dans un contexte mondial marqué par la forte hausse du trafic conteneurisé (+8% en 2024) et la réorganisation des chaînes logistiques internationales, tous les ports du continent investissent massivement pour gagner des parts de marché et figurer parmi les infrastructures portuaires incontournables du trafic maritime mondial. Le lancement de nouveaux ports en eaux profondes et les extensions de ports déjà existants devraient bouleverser le classement des ports à conteneurs au niveau du continent. Face à cette dynamique, au niveau du continent, les ports investissent pour accroître leurs capacités de traitement des conteneurs tout en améliorant leur compétitivité. La palme revient au port marocain de Tanger Med qui figure dans le Top 20 des plus grands ports à conteneurs du

monde et parmi les plus compétitifs au monde.

Tanger Med – Maroc: une progression linéaire sur la période 2020-2025

Situé sur le détroit de Gibraltar, le port de Tanger Med bénéficie incontestablement d'une position géographique stratégique, au carrefour des routes maritimes entre l'Europe, l'Afrique et l'Asie. Une position qui lui confère un rôle central dans le commerce international en tant que hub stratégique majeur connecté à un réseau de plus de 186 ports dans plus de 70 pays. Une situation qui fait que la région attire de plus en plus d'investisseurs et d'armateurs majeurs du secteur maritime. Cette position leader a été acquise grâce à une vision stratégique et à des investissements colossaux qui ont permis d'attirer de grands armateurs mondiaux. Ainsi, au cours des 5 dernières années, sur la période 2020-2024, le traitement au niveau du port est passé de 5,771 à 10,241 millions de conteneurs EVP (Equivalent vingt pieds) manutentionnés, soit une progression de 77,45%. Ce volume équivaut à celui réuni des 4 autres

ports africains figurant dans le Top 100 mondial des plus grands ports à conteneurs du monde -Port-Saïd et Port d'El Dekheila d'Egypte, Port de Durban d'Afrique du Sud et Port de Lomé du Togo qui totalisent 10,826 millions de tonnes traités. Cette montée en puissance du port de Tanger Med a été rendue possible grâce au renforcement de certaines installations, la mise en service de nouveaux équipements et à l'optimisation des escales maritimes permettant de réduire les temps d'attente et de manœuvre. Une telle progression linéaire a permis au port de Tanger d'intégrer

le Top 20 des ports les plus actifs en termes de trafics de conteneurs au monde en trustant le 17e rang mondial. En 2024, ce port a traité un total de 10,241 millions de conteneurs EVP, un niveau largement supérieur à la capacité nominale de traitement du port qui est de 9 millions de conteneurs EVP par an. Ce qui dénote de la très bonne productivité du port qui figure dans le Top 5 mondial des ports les plus performants. Le port Tanger Med se positionne même devant les grands ports du bassin méditerranéen dont Pirée en Grèce, Algeiras et

Valence en Espagne. Avec ce trafic en hausse annuellement, le Maroc s'est imposé comme la locomotive de l'Afrique dans la logistique mondiale. Il faut souligner que Tanger Med bénéficie d'un écosystème industriel dynamique regroupant plus de 1400 entreprises majeures de différents secteurs (automobile, aéronautique, textile...), une main d'œuvre qualifiée et des coûts compétitifs. Au bord de la saturation, Tanger Med Port Authority (TMPA) met l'accent sur le pari technologique pour se transformer en «port intelligent». A ce titre, le leader du fret maritime en Afrique a annoncé, lors des Tangier Logistics Days 2025, son ambition de devenir un véritable laboratoire mondial de la logistique intelligente. Cela permettra au port d'améliorer davantage sa compétitivité.

Port-Saïd – Egypte: un léger recul sur la période 2020-2024

Port-Saïd est l'un des plus importants hubs de la Méditerranée. Ce port égyptien bénéficie de l'atout

Évolution des traitements au niveau des 5 plus grands ports à conteneurs d'Afrique de 2020 à 2024 (en millions de conteneurs EVP).

Ports	Pays	2020	2021	2022	2023	2024
Tanger Med	Maroc	5,771	7,173	7,596	8,614	10,241
Port-Saïd	Egypte	4,009	4,764	4,252	3,977	3,905
Port de Durban	Afrique du Sud	2,595	2,430	2,574	2,544	2,650
Port d'El Dekheila	Egypte	1,677	-	-	1,627	2,211
Port de Lomé	Togo	1,725	1,962	1,835	1,907	2,060

Sources: Lloyd's, Alphaliner,...

Comme le montre les chiffres, Tanger Med est le seul port ayant affiché une progression linéaire des traitements de conteneurs sur la période 2020-2024.

Suite à la page 08

Le Togo en chiffres

	2023	2024
Croissance du PIB réel (FMI)	5,6 %	5,3 %
Croissance du PIB réel par habitant (FMI)	3,1 %	2,8 %
Taux d'inflation moyen annuel (FMI)	5,3 %	2,7 %
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB, FMI)	-6,7 %	-4,9 %
Dette publique (en % du PIB, FMI)	68,0 %	69,7 %
Recettes publiques (en % du PIB, FMI)	19,8 %	19,0 %
Solde courant externe (en % du PIB, FMI)	-2,9 %	-3,0 %
Réserves en mois d'importations (FMI, Regional Economic Outlook) (UEMOA)	3,2 mois	3,3 mois

PIB nominal en 2023 (FMI)

9,1 Mds USD

Population en 2023 (FMI)

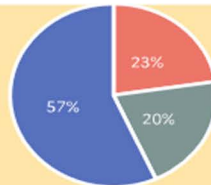
9,1 M

PIB/hab en 2023 (FMI)

1 001 USD

Répartition sectorielle du PIB en 2022 (CNUCED)

Agriculture Industrie Services



Source : tresor.economie.gouv.fr

Kpalimé

L'IYF lance la construction d'un amphithéâtre de 1 000 places dédié à la jeunesse

L'Organisation non gouvernementale International Youth Fellowship (IYF) a procédé, le mercredi 29 octobre à Kpalimé, à la pose de la première pierre d'un amphithéâtre de 1 000 places.

Cette initiative marque le démarrage officiel des travaux de construction du futur centre IYF dans la commune de Klotto 1. Ce projet s'inscrit dans la vision « Togo, centre du monde » portée par l'ONG, qui ambitionne de contribuer au développement global du pays à travers la formation et l'épanouissement de la jeunesse. Le centre, situé à proximité de l'ancien état civil et de la prison civile de Kpalimé, sera un véritable espace d'apprentissage, d'encadrement et de développement personnel pour les jeunes. En plus de l'amphithéâtre, le complexe comprendra des logements destinés à héberger les participants lors des activités et forums, une résidence pour le coordinateur régional ainsi que des bureaux administratifs. Le terrain, offert gracieusement par la mairie de Klotto 1, témoigne du soutien des autorités locales à l'initiative



de l'IYF. Pour le représentant résident de l'organisation au Togo, le Dr King Young Sam, ce projet représente « une graine d'espoir semée pour l'avenir du pays ». Il a souligné : « Sans jeunesse, il n'y a pas d'avenir. Nous croyons que si les jeunes changent leur manière de penser, le Togo peut devenir le centre du monde. Tout ce qui est visible commence dans l'invisible. » Le secrétaire général de la préfecture, M. Bakai Essolabina, représentant le préfet de Klotto, a, pour sa part, salué l'initiative et réaffirmé l'appui des autorités locales à sa concrétisation.

Quant au maire sortant de Klotto 1, M. Winny Dogbatsè, il a exprimé sa satisfaction en estimant que « grâce à l'IYF, les jeunes disposeront enfin d'un cadre adéquat pour se former, s'instruire et s'épanouir ». Il a également souhaité la construction d'un centre administratif en complément du futur amphithéâtre. La cérémonie a été animée par des prestations artistiques du groupe IYF Kpalimé, apportant une touche festive à cet événement symbolique pour la jeunesse togolaise.

Avec levisionnaire

Tône

Lutte contre les boissons frelatées

12.795 litres de boissons frelatées détruits à Dapaong. Une opération de destruction de boissons frelatées « sodabi » s'est déroulée le samedi 1er novembre à Dapaong.

Cette opération, 3è du genre est initiée par le gouverneur de la région des Savanes, Atcha-Dédji Affoh et exécutée par les forces de l'ordre de la localité, notamment la gendarmerie, la police et la douane. Elle s'inscrit dans le cadre de l'interdiction stricte de la production, l'importation, la distribution, la détention et la vente de boissons frelatées dans toute la région. L'opération vise à protéger la population qui s'expose à de graves problèmes de santé en consommant ces produits. Au total 12.795 litres de boissons frelatées, répartis dans 281 bidons de 25 litres, 4 bidons de 5 litres et 12 fûts de 250 litres ont été détruits sur le site dit « Fosse



aux lions » à la sortie sud de la ville de Dapaong. C'est le préfet de Tône, Ouro Gourougou Horoumilla qui a mis le feu à ces produits, en présence du directeur de cabinet du gouverneur de la région des Savanes, Nazif Affo et des autorités administratives, militaires et traditionnelles. Ce geste est salué par plusieurs acteurs de la localité. Pour le maire de la commune de Tône 2, Momoare Sibitedja, au-delà de la saisie de ces produits frelatés, il va falloir

à l'avenir sanctionner ceux qui sont dans le circuit. « Il faut décourager ce réseau et mettre fin à ce phénomène pour la santé de nos populations », a-t-il dit. Le directeur régional du Commerce, Djobo Bassirou a confié que cet acte posé à la fin du mois du consommateur local, véhicule aussi un message à la population sur la nécessité d'adopter un mode alimentaire sain.

ATOP/JK/AR/KYA

Six années de gouvernance stratégique à l'OTR

Un modèle d'efficacité publique au Togo

Depuis 2019, l'Office togolais des recettes (OTR) s'est imposé comme un pilier du financement du développement national. En six ans, cette institution a su conjuguer rigueur budgétaire, modernisation technologique et transparence administrative pour redéfinir la gestion publique des finances. Les résultats obtenus traduisent une transformation profonde, inscrivant l'OTR parmi les administrations fiscales les plus performantes de la sous-région.

● Wilson Lawson

Entre 2018 et 2024, les recettes budgétaires du Togo ont presque doublé, passant de 560,5 milliards à 1 098,1 milliards de francs CFA. Cette progression de 96 %, soit une croissance moyenne annuelle de 12 %, illustre l'efficacité des réformes fiscales engagées. L'OTR a régulièrement atteint, voire dépassé, ses objectifs avec un taux moyen de réalisation de 104 %, confirmant la justesse de sa stratégie et la fiabilité de ses projections. Pour 2025, les ambitions demeurent élevées : le taux de pression fiscale visé s'établit à 15 % selon la Feuille de route gouvernementale « Togo 2025 », à 15,5 % dans la loi de finances, et à 14,9 % dans le cadre du programme FEC-FMI. Ces chiffres traduisent la confiance du gouvernement dans la capacité de l'OTR à soutenir l'effort budgétaire et à consolider la résilience économique du pays.

Une administration fiscale numérique et plus accessible

Le Commissariat des impôts a connu une transformation numérique sans précédent. L'introduction de services en ligne, du paiement mobile, du Guichet unique de dépôt des états financiers (GUDEF), des timbres fiscaux électroniques ou encore du logiciel E-Tax (DIMANA) a rendu l'administration plus fluide et plus proche des contribuables. Le recensement fiscal national, l'interconnexion des systèmes et la mise en place d'un répertoire des contribuables actifs ont renforcé la traçabilité et l'équité du système fiscal. Ces innovations ont contribué à élargir l'assiette fiscale, à améliorer le civisme des contribuables et à réduire la fraude, tout en simplifiant les démarches administratives pour les entreprises.

Une révolution silencieuse dans la gestion foncière



Parallèlement, la Direction du cadastre et de la conservation foncière a entrepris une refonte complète de ses procédures. La digitalisation de la production des titres fonciers et la création du Guichet foncier unique (GFU) ont transformé la relation entre l'administration et les usagers. Le délai de traitement des mutations totales, auparavant de dix jours, est désormais inférieur à six heures. En six ans, la production de titres fonciers a été multipliée par sept, passant de 1 709 en 2018 à 13 684 en 2024. Cette modernisation contribue à sécuriser les transactions, à accroître la confiance du public et à renforcer la transparence dans la gestion du patrimoine foncier.

Des douanes modernisées et mieux intégrées dans la région

L'OTR a également opéré une profonde mutation au sein de son Commissariat des douanes. La dématérialisation des procédures, l'automatisation de la sélectivité dans le système SYDONIA WORLD, l'interconnexion avec les administrations douanières des pays voisins et la mise en place de la Cellule d'analyse de données miroir (CADOM) ont permis de mieux contrôler les flux commerciaux et de renforcer la transparence des opérations. Ces avancées ont contribué à fluidifier le commerce extérieur, à réduire les délais de dédouanement et à améliorer la compétitivité du port autonome de Lomé, désormais considéré comme l'un des plus performants de la région ouest-africaine.

Une gouvernance institutionnelle

consolidée

Sur le plan interne, l'OTR a misé sur le renforcement des capacités humaines et la planification stratégique. La création de l'Institut de formation fiscale et douanière (IFFD) témoigne de cette volonté de professionnaliser les agents et de pérenniser la culture de performance. L'ouverture d'un Centre de contact client, la mise en œuvre d'un plan stratégique 2023-2025 et l'accent mis sur la gestion axée sur les résultats traduisent une approche moderne du management public. Ces réformes ont permis d'améliorer la qualité du service rendu, de renforcer la confiance des usagers et d'inscrire durablement l'OTR dans une logique d'efficacité et de transparence.

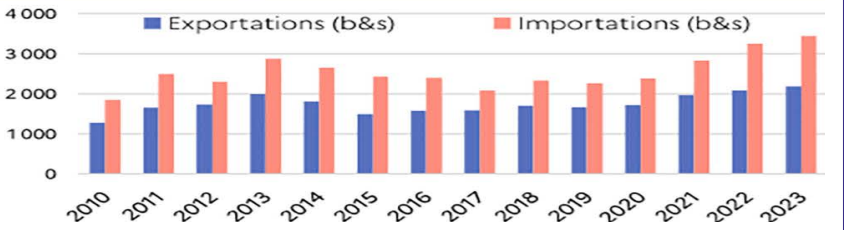
Une institution tournée vers l'avenir

Aujourd'hui, l'Office togolais des recettes s'affirme comme une institution solide, résiliente et alignée sur les objectifs de la Feuille de route « Togo 2025 ». Sa stratégie de digitalisation, son engagement pour la qualité du service public et sa rigueur de gestion font de lui un acteur incontournable du développement économique. L'OTR ambitionne désormais d'aller plus loin : renforcer la coopération régionale, étendre la numérisation des services et consolider les acquis en matière de mobilisation des ressources internes. Portée par une vision claire et une gouvernance exemplaire, l'institution incarne l'un des succès les plus tangibles de la réforme de l'État au Togo, symbole d'une administration publique capable d'allier performance, transparence et innovation.

Le Togo en chiffres

Commerce extérieur du Togo (M USD, Banque Mondiale)

	2021	2022	2023
Exportations de biens et services (BM)	1 971	2 091	2 192
Importations de biens et services (BM)	2 833	3 259	3 441
Balance des biens et services (BM)	- 861	- 1 167	- 1 249



● Source : tresor.economie.gouv.fr

TOUTE L'ACTUALITÉ ECONOMIQUE DU TOGO ET D'AILLEURS



» **Couverture médiatique**



» **Insertion publicitaire**



» **Publi-reportage ...**

Accédez à notre **Site Web** et tenez vous
informer en temps réel de toute l'actualité !!

... *L'économiste du Togo, le journal des décideurs* ...

Situation de la microfinance au Bénin

Une forte contraction du crédit au 2e trimestre

Le secteur de la microfinance au Bénin confirme sa vitalité au deuxième trimestre, avec une clientèle en progression et des dépôts en hausse. Mais, il est noté une dégradation spectaculaire du portefeuille de crédits (baisse de 75%) et quelques fragilités prudentielles qui appellent à la vigilance.

● Wilson Lawson

Le réseau des institutions de microfinance (Imf) a enregistré une croissance de 8,85 % de sa clientèle au deuxième trimestre 2025, soit 377 450 nouveaux clients, portant le total à 4 644 831 usagers, selon les dernières statistiques publiées par l'Agence nationale de surveillance des systèmes financiers décentralisés (Anssfd). Cette évolution illustre la vitalité du secteur, malgré un environnement économique encore marqué par les effets de la conjoncture régionale. Toutefois, le trimestre sous revue révèle une baisse spectaculaire du montant des crédits octroyés, passé de 463,63 milliards F Cfa au premier trimestre 2025 à seulement 114,97 milliards au second trimestre, soit une contraction de près de 75 %. Cette chute pourrait s'expliquer par un resserrement des conditions de prêt ou par une prudence accrue des Imf face à la montée du risque de non-remboursement. En revanche, l'encours brut des crédits affiche une hausse de 4,96%, atteignant 234,41 milliards de F Cfa à fin juin 2025. Autrement dit, les crédits en cours continuent de croître, signe d'une activité soutenue, même si les nouveaux financements marquent le pas. Les dépôts collectés par les Imf ont également progressé, passant de 216,96 milliards à 223,02 milliards F Cfa, soit une hausse de 2,79 %. Cette évolution traduit une confiance relative de la clientèle dans les institutions de microfinance, qui continuent de jouer un rôle clé dans la mobilisation de l'épargne popu-



laire.

Remboursement en hausse

L'un des points positifs du trimestre réside dans la hausse du taux de remboursement, qui atteint 64,06 %, contre 53,97 % au trimestre précédent. Cependant, cette amélioration ne suffit pas à contenir la progression du taux de créances en souffrance (Portefeuille à risque - Par à 90 jours), en hausse à 9,51 %, soit plus du triple de la norme réglementaire fixée à 3 %. En valeur, les créances en souffrance s'élèvent à 23,55 milliards F Cfa, contre 23,07 milliards trois mois plus tôt. L'écart reste modéré, mais le niveau du Par appelle une vigilance accrue sur la gestion du risque de crédit. Le paysage de la microfinance béninoise demeure largement dominé par les institutions mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit (Imcec), qui représentent 77,57 % des systèmes financiers décentralisés (Sfd) agréés (83 sur 107). Les associations comptent pour 12,15% (13 Sfd) et les sociétés pour 10,28 % (11 Sfd). Aucun retrait ni nouvelle autorisation d'exercice n'a été enregistré, signe d'une stabilité institutionnelle. Les femmes représentent 48 % des bénéficiaires des Sfd, contre 36,99 % d'hommes et 15,01 % de personnes morales. Cette prédominance féminine

confirme la place centrale des Imf dans le financement des activités génératrices de revenus portées par les femmes, notamment en milieu rural et périurbain.

Des ratios prudentiels contrastés

Sur le plan prudentiel, les performances du secteur demeurent contrastées. Le ratio de limitation des risques sur une seule signature s'établit à 3,71% pour une norme maximale de 10 %, un niveau satisfaisant. En revanche, la norme de liquidité reste en deçà du seuil réglementaire de 100 %, avec un niveau de 80,77 %, traduisant des tensions sur la trésorerie. La norme de capitalisation, fixée à 15%, atteint 10,16 %, révélant une fragilité relative du capital propre des Imf. En revanche, la couverture des emplois à moyen et long termes par des ressources stables ressort à 217,70 %, soit plus du double de la norme (≥ 100 %), preuve d'une gestion prudente de la structure financière. Ces indicateurs traduisent une gestion globalement prudente, mais avec des points de vigilance sur la liquidité et la capitalisation, deux paramètres essentiels à la solidité du secteur. Avec près de 4,6 millions de clients et 946 points de service à travers le pays, la microfinance reste un pilier de l'inclusion financière au Bénin. Toutefois, la montée du taux de créances en souffrance et la faiblesse relative de la liquidité appellent à un renforcement du contrôle interne et des dispositifs de gestion des risques.

Marché financier régional

L'UMOA passe au règlement/livraison en J+2 dès décembre

Le Conseil d'administration du Dépositaire Central/Banque de Règlement (DC/BR) a approuvé, le 21 octobre 2025 à Abidjan, le passage du cycle de règlement/livraison de J+3 à J+2 sur le marché financier régional de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA).

Cette évolution, dont la mise en œuvre effective est prévue pour décembre 2025, marque une étape clé dans la modernisation des opérations boursières régionales. Selon le DC/BR, cette réduction du délai vise à améliorer la liquidité du marché, à réduire les risques et renforcer l'efficacité opérationnelle. Présidée par Faman Touré, la session du Conseil a également adopté les modalités du règlement



tardif, en accord avec l'Autorité des Marchés Financiers de l'UMOA (AMF-UMOA). Basé à Abidjan, le DC/BR joue un rôle central dans la conservation des valeurs

mobilières et le bon déroulement des règlements/livraisons, contribuant ainsi à la solidité et à la crédibilité du marché financier régional.

Avec lemarche

Un engagement de Nestlé

Célébrer le café ivoirien, soutenir les communautés en Côte d'Ivoire

Par une matinée tranquille à Gnamagnoa, dans l'ouest de la Côte d'Ivoire, François Dadi Serikpa, agriculteur, récolte son café. Cet ancien contrôleur de bus s'est reconverti dans la caféiculture après sa retraite. Père de douze enfants et grand-père de vingt et un petits-enfants, il a trouvé un nouveau sens à sa vie et une nouvelle prospérité grâce au Plan Nescafé, une initiative mondiale lancée par Nestlé (www.Nestle.com) pour rendre la culture du café plus durable, équitable et respectueuse de l'environnement.

● André Kokou

Il raconte : « Avec le Plan Nescafé, les agronomes de Nestlé nous ont appris à prendre soin de nos sols, à planter de nouvelles variétés et à mieux gérer nos plantations. Maintenant, mes arbres sont plus résistants et ma production améliorée. Le café est notre vie : il nous nourrit, nous habille et nous donne espoir en l'avenir ».

L'expérience de Serikpa reflète la réalité de milliers d'acteurs dans la filière du café en Côte d'Ivoire. A chaque étape de cette filière à savoir la production agricole, la transformation et la commercialisation, Nestlé s'engage à participer à leur développement, conscient qu'ils représentent toute une économie en Côte d'Ivoire. Avec sa marque Nescafé, l'entreprise est présente dans le pays depuis plus de 65 ans, contribuant à la création d'emplois et d'affaires. Cet engagement commence au niveau de la terre.

Une filière ancrée dans la terre

Le climat tropical et la fertilité des sols de la Côte d'Ivoire en font un lieu idéal pour la culture du robusta, qui domine la production locale. Pourtant, la filière a dû faire face à des défis considérables. En 2000, le pays produisait près de 380 000 tonnes de café, ce qui le classait parmi les premiers producteurs africains. En 2023, la production était tombée à un peu moins de 47 000 tonnes, une baisse imputable au vieillissement des plantations, au changement climatique, à un accès limité au financement et à la concurrence d'autres cultures. Malgré ce ralentissement, le café demeure une matière première importante du pays. Il fait vivre des dizaines de milliers de ménages ruraux et contribue au commerce régional en Afrique centrale et occidentale. La consommation intérieure a connu une croissance constante. La projection de la consommation du café par les ivoiriens en 2025, est de l'ordre de 1,38 million de kilogrammes, générant 32,13 millions de dollars de revenus (<https://apo-opa.co/43N8npf>).



Développer la résilience grâce à la formation

Pour faire face au déclin de la filière, les acteurs publics et privés ont mis en place des programmes axés sur le développement durable et la productivité. L'usine Nescafé à Abidjan produit du café instantané à partir de grains de café cultivés localement depuis plus de 65 ans. Elle emploie des centaines de personnes et forme des talents en Côte d'Ivoire. Ces employés sont principalement ivoiriens, mais aussi d'autres nationalités, dont certains, devenus des experts certifiés en café. En 2022, l'usine a reçu le prix national d'excellence du Gouvernement ivoirien pour ses efforts en matière de réduction des déchets, d'économie, d'énergie et de fonctionnement responsable. Chaque seconde, environ 5 500 tasses de Nescafé sont dégustées dans le monde. En Afrique Centrale et de l'Ouest, nombre d'entre ces tasses ont débuté leur parcours en Côte d'Ivoire, cultivé par des agriculteurs locaux, transformé par des experts ivoiriens et vendu par des entrepreneurs ivoiriens. Avec le Plan Nescafé, Nestlé accompagne plus de 21 000 familles de producteurs de café en Côte d'Ivoire. Les agriculteurs bénéficient d'une formation pratique dispensée par des agronomes sur les pratiques conformes aux normes du Code commun pour la communauté du café (normes 4C) qui visent à rendre la production de café plus durable, équitable et traçable. Pour améliorer la productivité, les agriculteurs reçoivent des plants de Robusta à haut rendement développés au Centre de recherche et développement de Nestlé à Zambakro. Ces efforts sont menés en partenariat avec le Conseil du Café-Cacao (CCC) et le Centre National

de Recherche Agronomique de la Côte d'Ivoire (CNRA). Nestlé s'approvisionne également en café vert directement auprès des coopératives d'agriculteurs grâce à son programme Farmer Connect. Pour les agriculteurs comme Serikpa, ces interventions de Nestlé ont permis une nette amélioration des rendements qui peuvent aller jusqu'à 600 voire 1200 kg par hectare selon les paramètres climatiques. Grâce à son initiative de soutien à l'entrepreneuriat, appelée My Own Business, Nestlé soutient plus de 600 vendeurs urbains de café chaud, en leur fournissant du matériel et des formations, de même qu'un charriot ou un stand à café, leur permettant ainsi de gérer leur propre entreprise et de générer des revenus stables. Ce programme s'est avéré bénéfique pour les jeunes souhaitant s'insérer dans le tissu social et économique. Kamenan Assanvo, l'un de ces entrepreneurs, a reçu dix nouveaux charriots à café pour développer son réseau dans le Grand Abidjan. Il possède au total 45 commerces. Cette année, on compte 80 stands à café tenus par des jeunes vendeurs, contribuant ainsi au développement des commerces de rue et à l'emploi local. Mame Pane Sakho, Chargée de Communication et Affaires Publiques de Nestlé Côte d'Ivoire a déclaré : « Nous sommes convaincus qu'investir dans les agriculteurs et les entrepreneurs locaux est essentiel pour bâtir une filière café forte et durable. Il ne s'agit pas seulement de café ; il s'agit de créer un impact durable au sein des communautés que nous servons ». L'histoire de Nescafé en Côte d'Ivoire est un exemple de valeur partagée. De la plantation de Serikpa à Gnamagnoa aux stands à café d'Assanvo à Abidjan, chaque tasse reflète le travail en commun, attaché à la qualité.



BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

vendredi 31 octobre 2025

N° 207

BRVM COMPOSITE

342,65

Variation Jour

-0,50 %

Variation annuelle

24,14 %

BRVM 30

167,79

Variation Jour

-0,81 %

Variation annuelle

20,94 %

BRVM PRESTIGE

143,66

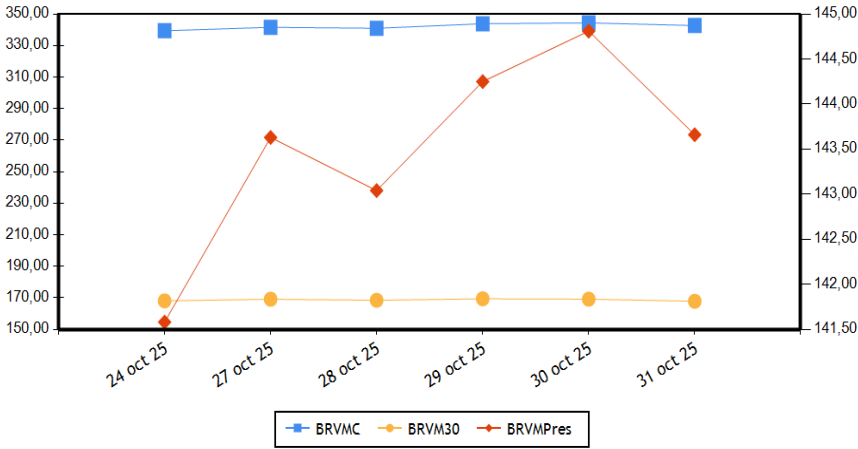
Variation Jour

-0,79 %

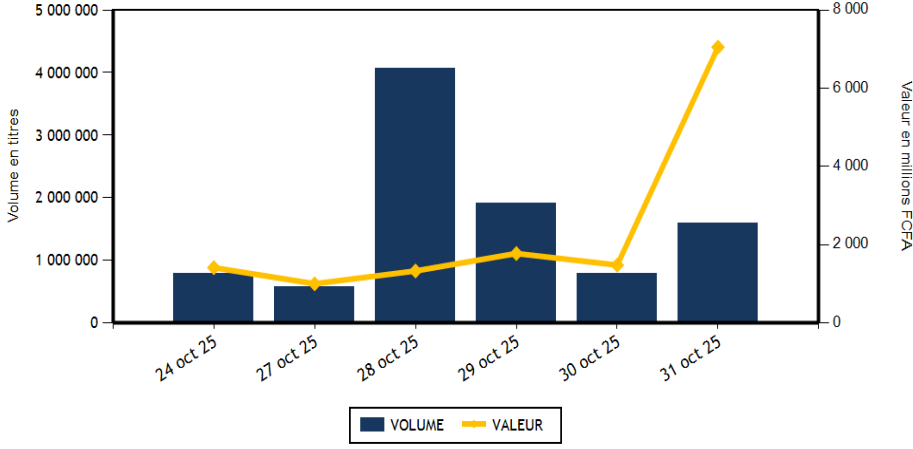
Variation annuelle

25,10 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	13 211 240 051 814	-0,50 %
Volume échangé (Actions & Droits)	1 078 037	36,78 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	2 009 790 481	37,04 %
Nombre de titres transigés	45	0,00 %
Nombre de titres en hausse	16	23,08 %
Nombre de titres en baisse	23	-14,81 %
Nombre de titres inchangés	6	20,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 890 785 448 603	-0,03 %
Volume échangé	520 026	46 165,66 %
Valeur transigée (FCFA)	5 040 725 100	49 917,26 %
Nombre de titres transigés	5	-44,44 %
Nombre de titres en hausse	1	-50,00 %
Nombre de titres en baisse	2	
Nombre de titres inchangés	2	-71,43 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SOLIBRA CI (SLBC)	22 975	7,49 %	77,41 %
SICABLE CI (CABC)	1 850	7,25 %	77,88 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	825	7,14 %	10,00 %
SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE (SIBC)	5 740	2,59 %	61,46 %
SAPH CI (SPHC)	7 890	2,53 %	90,58 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
FILTISAC CI (FTSC)	2 405	-7,50 %	30,00 %
SAFCA CI (SAFC)	3 330	-7,50 %	362,50 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	4 380	-7,50 %	99,09 %
NESTLE CI (NTLC)	14 110	-7,48 %	77,26 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	3 715	-7,47 %	96,56 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	143,66	-0,79 %	25,10 %	31 470	253 849 550	11,01
BRVM-PRINCIPAL (**)	37	212,79	-0,44 %	54,07 %	1 046 567	1 755 940 931	19,22

INDICES SECTORIELS ANCIENS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE (**)	11	234,91	-0,45 %	100,16 %	160 335	780 364 610	11,04
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	734,12	-0,13 %	-3,91 %	13 905	115 395 880	10,00
BRVM - FINANCES	16	143,59	-0,32 %	41,12 %	736 774	388 134 321	9,26
BRVM - TRANSPORT	1	359,82	1,38 %	9,51 %	52 600	76 362 865	3,80
BRVM - AGRICULTURE	5	346,24	-0,36 %	75,69 %	81 878	562 066 715	11,15
BRVM - DISTRIBUTION	7	606,72	-4,27 %	80,96 %	29 427	83 147 265	81,46
BRVM - AUTRES SECTEURS	2	605,27	0,68 %	-6,80 %	3 118	4 318 825	8,81

INDICES SECTORIELS NOUVEAUX

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	95,46	-0,20 %	-4,54 %	9 170	101 956 860	9,83
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	229,76	-5,98 %	129,76 %	131 126	236 130 505	99,77
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	141,12	-0,32 %	41,12 %	736 774	388 134 321	9,26
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	201,77	-0,35 %	101,77 %	107 016	1 113 042 590	11,59
BRVM - INDUSTRIELS	6	123,70	-0,59 %	23,70 %	76 607	121 688 920	4,91
BRVM - ENERGIE	4	108,19	1,06 %	8,19 %	12 609	35 398 265	13,22
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	115,08	1,91 %	15,08 %	4 735	13 439 020	10,40

Suite de la page 03

que lui confère le Canal de Suez, un axe principal de navigation maritime. C'est un véritable hub qui affiche un taux de transbordement de 85%. Toutefois, contrairement aux autres grands ports à conteneurs du continent, Port-Saïd a connu une certaine stagnation en termes de traitement de conteneurs. Celui-ci est passé de 4,009 millions EVP en 2000 à 3,905 en 2024, après avoir atteint un pic de 4,764 millions de conteneurs EVP en 2021. En clair, Port-Saïd affiche un léger recul (-2,60%) sur la période. Afin de remonter la pente, le port a bénéficié d'importants investissements qui lui permettent aujourd'hui d'accueillir les plus grands



porte-conteneurs du monde et de traiter deux navires simultanément. Les autorités égyptiennes ont l'ambition de porter sa capacité de traitement à 13 millions d'EVP à l'horizon 2030, en vue de faire du port le premier complexe de transbordement de la Méditerranée.

Port de Durban d'Afrique: d'importants investissements pour remonter la pente

Le Port de Durban, le plus important d'Afrique du Sud et autrefois premier port du continent africain en termes de traitement de conteneurs, alterne des hauts et des bas.

Le premier port commercial d'Afrique du Sud, avec un tirant d'eau de 13 mètres, jouit d'un emplacement stratégique sur les voies maritimes internationales. Ce qui en fait la porte d'entrée au Lesotho, l'Eswatini, le Botswana, la Zambie et le Zimbabwe. En dépit de cela, le port de Durban connaît des hauts et des bas. Le nombre de conteneurs traités dans ce port, le plus fréquenté d'Afrique subsaharienne, est passé de 2,595 millions de conteneurs en 2020 à 2,650 millions de conteneurs en 2024, en légère évolution de 2,12%. A noter aussi que le port sud-africain, doté d'une capacité de 2,9 millions de conteneurs EVP, est proche



de saturation. Une situation qui fait qu'il figure parmi les ports les moins compétitifs du monde. Il a été classé bon dernier dans le classement mondial des ports les plus compétitifs par la Banque mondiale.

Pour redresser la barre, les autorités sud-africaines, qui ambitionnent de lui redonner son prestige d'antan, ont annoncé un plan d'investissement colossal de 7 milliards de dollars. L'objectif est de porter la capacité de traitement du port à 11 millions de conteneurs EVP, contre 3,9 actuellement. A ce titre, en octobre dernier, 6 nouvelles grues portuaires ont été réceptionnées pour remplacer les anciens équipements du quai 2 du terminal à conteneurs. D'autres suivront d'ici fin novembre courant. Ces nouvelles grues portuaires Liebherr vont contribuer à améliorer l'efficacité opérationnelle et la capacité de manutention des marchandises. Il est également prévu d'accroître le tirant d'eau du port pour lui permettre d'accueillir les grands porte-conteneurs, comme les Suezmax (12.000 EVP), les New Post Panamax d'une capacité de 15.000 EVP et ceux de dernière génération ayant des capacités de transport pouvant atteindre



18.000 EVP. Les mesures engagées jusqu'à présent ont commencé à porter leurs fruits. Ainsi, depuis le début de l'année, les volumes traités au niveau des terminaux à conteneurs ont augmenté de 28,8% sur un an, suite à la mise en service en mars 2025 de 20 nouveaux cavaliers au quai 2 et de 9 portiques sur pneus au quai 1.

Le port de Dekheila d'Alexandrie: port compétitif

Situé à l'extrémité ouest du delta du Nil, sur la côte méditerranéenne, le Port d'Alexandrie a retrouvé sa place dans le Top 100 des grands ports à conteneurs du continent. Le port d'El Dekheila d'Alexandrie concentre environ 70% du commerce extérieur égyptien. En perte de vitesse depuis quelques années, ce port était arrivé à saturation. Entre 2020 et 2024, le nombre de conteneurs traités est passé de 1,677 à 2,211 millions EVP, affichant une évolution de 31,84%. Toutefois, cette évolution est essentiellement le fait de la forte progression enregistrée

entre 2023 et 2024 avec une croissance de 35,89%, et s'explique surtout par l'ouverture de l'installation affiliée à CMA CGM. Le port égyptien est devenu le 3e port le plus com-



pétitif du monde en 2024, selon le classement de la Banque mondiale.

Port de Lomé: une avance sur ses voisins, mais...

Le Port de Lomé au Togo est le seul port d'Afrique de l'ouest à figurer dans le Top 100 des plus grands terminaux à conteneurs du monde. Il doit grandement cela au fait qu'il a été pendant longtemps le seul port en eau profonde de la région. Avec une profondeur du chenal portée à 18,6 mètres, le Port de Lomé est désormais à même d'accueillir les plus grands porte-conteneurs du monde. En 2024, il a traité 2,060 millions de conteneurs EVP, contre 1,725 million en 2020, soit une progression de 19,42% sur la période. Désormais, le complexe de Lomé doit faire face à la concurrence des nouveaux ports en eau profonde de la Côte d'Ivoire, du Ghana et du Nigeria. Nonobstant, il conserve son rang de leader en Afrique de l'Ouest. Il est la porte d'entrée de marchandises pour ses voisins (Bénin et Ghana), mais aussi et surtout pour les pays de l'hinterland (Burkina Faso et Niger). Pour maintenir son rang au niveau de la région, Lomé Container Terminal (LCT), l'un des deux manutentionnaires du Port de Lomé, fruit d'une joint-venture entre China Merchants Port-Holdings et Terminal Investment Limited (filiale de MSC), a annoncé un vaste pro-



gramme d'investissements de 120 millions d'euros à l'horizon 2027. Outre le dragage du chenal du port pour porter le tirant d'eau à 18,6 mètres, les autres investissements concernent le renforcement des quais, l'installation d nouvelles grues... L'objectif est de porter la capacité annuelle de traitement du port à 2,5 millions EVP.

Economie

Un nouvel élan pour le commerce des épices

Le Nigeria produit plus de gingembre que la Chine, mais en tire moins d'un dixième des revenus. Cette situation change, grâce à de nouveaux investissements.

Sur la parcelle de quatre hectares de sa famille à Kurumi Musa, dans l'État de Kaduna, au nord du Nigeria, Istifanus Dauda, agriculteur, raconte le cycle ancestral qui consiste à transporter pendant plusieurs heures par la route une poignée de sacs de gingembre frais jusqu'au marché de Kachia et à recevoir moins de 40 000 nairas, soit 30 dollars, pour toute sa récolte, une somme trop modeste pour lui permettre de s'offrir des luxes tels que l'éducation de ses sept enfants.

Le commerce mondial des épices est évalué à plus de 40 milliards de dollars par an, le gingembre étant l'un des segments qui connaît la croissance la plus rapide. Puis, voici quatre ans, tout a changé. Istifanus Dauda a obtenu la garantie que tout le gingembre qu'il produirait serait acheté, et à des prix nettement plus élevés. Il a embauché douze ouvriers pour travailler aux côtés de ses trois frères et de ses deux sœurs, produisant 50 sacs de gingembre biologique séché et rapportant plus de mille dollars.

L'« éducation était un défi pour ma famille », se souvient-il. « Parfois, nous ne mangions qu'une fois par jour, et nous n'avions jamais assez pour être rassasiés. Aujourd'hui, l'agriculture est plus facile pour moi. Je n'ai plus à me soucier de payer la main-d'œuvre ou les frais de scolarité de mes enfants – la vie est bien meilleure. »

L'acheteur du gingembre d'Istifanus était Horizon Group Africa, un négociant en épices basé à Kaduna qui travaille en partenariat avec plus de 3 000 petits exploitants agricoles en achetant leurs récoltes et en leur garantissant des prix avantageux grâce à des semences certifiées, des conseils agronomiques, un stockage amélioré et une certification biologique via des coopératives agricoles. Horizon soutient également les agriculteurs en leur proposant des formations, un accès à des fonds pour la main-d'œuvre et un programme de bourses qui couvre l'éducation des enfants. Aavishkaar Capital, pionnier de l'investissement à impact social, soutient le développement du modèle d'Horizon. Son investissement permettra à l'entreprise de plus que tripler son rayonnement pour atteindre 10 000 agriculteurs en trois ans, d'augmenter sa capacité de transformation et de positionner le continent pour une augmentation substantielle



des exportations d'épices.

Un modèle de transformation

Abrillant certains des plus grands producteurs d'épices au monde, une grande partie de la récolte d'épices africaine est encore exportée à l'état brut, voire pas du tout, ce qui signifie que les agriculteurs ne captent qu'une fraction de la valeur potentielle. Le Nigeria illustre à la fois le défi et l'opportunité d'exportation de 500 millions de dollars. Deuxième producteur mondial de gingembre, le Nigeria représentait 16 % de la production mondiale en 2023, mais le pays figure à peine dans le top 10 des exportateurs, captant moins de 3 % des revenus mondiaux d'exportation. Alors que le Nigeria a produit 781 000 tonnes de gingembre brut en 2023, soit plus que les 697 000 tonnes de la Chine et les 62 000 tonnes du Pérou, les exportations nigérianes de gingembre brut n'ont généré que 47,5 millions \$ en 2023, un chiffre bien inférieur aux 581 millions \$ de la Chine et aux 120 millions \$ du Pérou. Lorsque la valeur est ajoutée par la transformation, le tableau change : le Nigeria est devenu le premier exportateur mondial sur le marché plus petit mais à plus forte valeur ajoutée du gingembre transformé (broyé et moulu), avec 29,6 millions \$ en 2023, soit 22 % du commerce mondial. Ce contraste montre que le potentiel de revenus de l'Afrique réside dans la transformation, avec des modèles tels que Horizon Group Africa qui offrent la voie la plus claire pour libérer l'économie des épices du continent. L'objectif d'Horizon est de quadrupler son chiffre d'affaires pour atteindre 100 millions \$ en trois ans, en développant les réseaux d'agriculteurs, les capacités de transformation et la présence sur les marchés internationaux.

Lancée en 2017, la filiale africaine gère les activités du groupe dans le domaine des produits agricoles, en se concentrant sur les épices telles que le gingembre, le curcuma, les clous de gi-

rofle, la cannelle, la cardamome et le poivre noir. Ses installations au Nigeria, en Tanzanie et à Madagascar approvisionnent les marchés de l'Union européenne, de l'Asie et des États-Unis. La demande croissante en aliments biologiques permet à l'entreprise d'imposer des prix et des marges élevés.

Soutien de la coopération

Le prêt accordé à Horizon marque le quatrième investissement en Afrique du Fonds mondial de soutien à la chaîne d'approvisionnement (GSCSF) de 250 millions \$ d'Aavishkaar, créé en collaboration avec la KfW, la banque allemande de développement, afin de cibler des rendements commerciaux tout en ayant un impact social positif en Afrique et en Asie. Le fonds a récemment reçu un coup de pouce supplémentaire, l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) ayant annoncé en juillet un investissement de 40 millions \$ pour étendre son soutien aux PME en Afrique et en Asie. L'approche d'Horizon, qui consiste à maintenir une surveillance étroite des activités des petits exploitants agricoles, à leur fournir des formations et à garantir la certification biologique et la traçabilité complète, représente un changement par rapport au commerce extractif des matières premières vers un modèle qui renforce la résilience et la compétitivité sur la scène mondiale au niveau des exploitations agricoles. La société promeut une agriculture biologique et régénératrice adaptée aux marchés internationaux haut de gamme, donnant aux agriculteurs africains un accès privilégié à des acheteurs prêts à payer des prix plus élevés pour des produits traçables et durables.

En reliant des milliers d'agriculteurs à des chaînes d'approvisionnement certifiées, l'entreprise démontre comment le capital d'impact peut changer à la fois l'alimentation des ménages et la position de l'Afrique sur les marchés mondiaux.

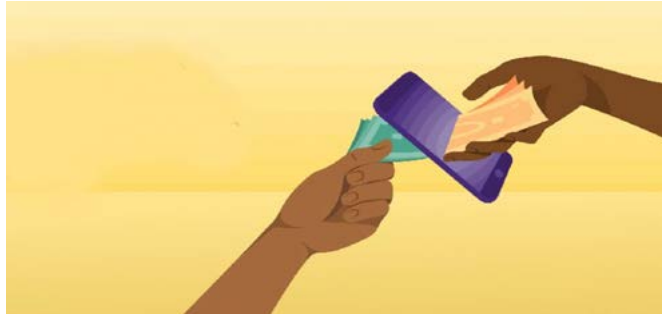
@AB

Systèmes de paiement

L'Afrique doit reprendre le contrôle

Garantir la souveraineté et la résilience des paiements et des règlements est devenu un enjeu vital pour la survie économique.

Le système mondial de paiement et de règlement a été dominé par l'Europe et l'Amérique, conséquence de leur domination du système économique mondial à l'époque actuelle. Au cours des dernières décennies, la Russie et la Chine ont déployé des efforts pour accroître l'indépendance de leurs systèmes de paiement et de règlement, en particulier face à la dépendance mondiale à l'égard du dollar américain et aux sanctions occidentales telles que le refus d'accès au système international de transfert d'argent et au système de règlement. Pendant des décennies, les transactions africaines ont été acheminées par des systèmes contrôlés par l'Occident, tels que SWIFT et Visa, ce qui a entraîné des coûts élevés, de multiples conversions de devises et une perte de souveraineté. Jusqu'à présent, les pays africains n'avaient d'autre choix que de s'aligner sur les systèmes de paiement et de règlement occiden-



taux. Dans la pratique, cet arrangement signifiait que les transactions provenant des pays africains étaient souvent acheminées via des systèmes de paiement et de règlement contrôlés en Europe ou aux États-Unis, soit sous la forme de virements électroniques envoyés via le système SWIFT, soit sous la forme de cartes de paiement émises par des sociétés telles que Visa, Mastercard ou American Express. Cela entraînait souvent des coûts de transaction plus élevés, les transferts passant par plusieurs intermédiaires et subissant de multiples conversions monétaires. La dépendance excessive à l'égard de ces systèmes de paiement étrangers équivaut également à une dépendance excessive à l'égard des

monnaies internationales et conduit à la nécessité de disposer de réserves importantes de ces monnaies, en particulier le dollar américain, pour régler les paiements. Cela a encore renforcé la dépendance vis-à-vis des paiements étrangers et des banques correspondantes. Ce faisant, les pays africains ont peu de contrôle sur leurs données, ce qui soulève des questions de gouvernance et de souveraineté, tout en les rendant encore plus vulnérables aux chocs géopolitiques, tels que les sanctions, les guerres et les perturbations de ces systèmes commerciaux. Dans une autre partie du monde, les efforts déployés par la Chine pour atteindre la souveraineté en matière de paiements et de règlements se caractérisent par la nécessité d'éviter ou de

réduire les limitations ou restrictions occidentales sur son commerce mondial.

Supprimer le recours aux devises non africaines

Afin de promouvoir l'utilisation internationale de sa monnaie, la Chine a créé le système de paiement interbancaire transfrontalier (CIPS), qui vise à réduire la dépendance à l'égard du dollar et du système SWIFT en facilitant l'utilisation de sa monnaie, le renminbi, dans le commerce et la finance mondiaux. Une version numérique du renminbi sert de monnaie légale alternative qui peut être transférée directement sans avoir besoin d'un compte bancaire. La Russie a intensifié ses efforts pour renforcer sa souveraineté en matière de paiements et de règlements à la suite des sanctions imposées par les puissances occidentales en raison de sa guerre en Ukraine. Elle a créé un nouveau mécanisme pour les paiements et les règlements liés à ses obligations souveraines. Des mécanismes

alternatifs pour le commerce ont également été mis au point sur une base bilatérale avec d'importants partenaires commerciaux. Même en Europe, l'influence des opérateurs de paiement traditionnels américains Visa, Mastercard et AmEx, ainsi que ceux détenus par des géants technologiques tels qu'Apple Pay, Google Pay et PayPal, suscite une inquiétude croissante. L'initiative européenne en matière de paiements, lancée en 2020 par un groupe de banques européennes, s'inscrit dans le cadre des efforts visant à assurer la souveraineté des paiements en créant une infrastructure régionale qui réduira la dépendance de l'Europe à l'égard des systèmes et technologies étrangers. La législation relative à l'espace unique de paiement européen vise à mettre en place un système de paiement inté-

gré offrant un équilibre subtil entre innovation, souveraineté, sécurité et confiance des consommateurs. Selon les experts des institutions financières multilatérales africaines, la fragmentation du système commercial et financier international, divisé par des rivalités géopolitiques, offre à l'Afrique l'occasion de se frayer un chemin vers la souveraineté en matière de paiements et de règlements. Le Système panafricain de paiement et de règlement (PAPSS), qui a commencé à fonctionner en 2022 et permet aux entreprises et aux particuliers d'effectuer des paiements instantanés en monnaie locale pour des biens et des services, est le fer de lance de cette initiative.

@ABanker



HOROSCOPE finance

Bélier Les transactions financières sont déconseillées pour l'instant. Vous manquerez trop de souplesse, et le contact risquerait d'être rapidement rompu avec vos interlocuteurs. N'essayez pas non plus d'obtenir un prêt ou des appuis financiers, les astres n'y étant pas favorables en ce moment.

Taureau Dans le domaine matériel, vous ne ménagerez pas vos efforts pour gérer efficacement votre budget afin d'améliorer votre confort et celui des vôtres. Vous aurez également la possibilité de réaliser des placements assez lucratifs.

Gémeaux Côté argent, les mauvaises surprises vous seront épargnées. Mais vous devrez, bien entendu, gérer votre budget avec sagesse et réalisme. Vous aurez la possibilité d'améliorer votre pouvoir d'achat grâce à des transactions profitables.

Cancer Il faut se rappeler que la plupart des vraies joies en ce monde sont allergiques à l'argent. C'est pour ces raisons qu' "il est aussi mauvais d'avoir de l'argent que de n'en avoir pas" (Lucius Florus). On peut parfaitement vivre heureux avec peu à condition, bien entendu, de savoir choisir ses objectifs et de faire preuve d'imagination dans le choix des moyens pour y parvenir.

Lion Cette configuration de Saturne vous poussera à l'imprévoyance. Un climat de douce insouciance vous enveloppera. Et pourtant un proverbe chinois vous conseille : "N'attends pas d'avoir soif pour tirer l'eau du puits".

Vierge Cette position de Neptune pourra vous faire vivre dans un climat financier extrêmement confus. Soit vous aurez affaire à des personnes peu claires, soit vous verrez resurgir d'anciennes dettes ou litiges que vous pensiez réglés, soit encore c'est vous qui sèmerez la pagaille dans vos comptes en oubliant toute prudence !

Balance Ce climat financier sera assez stable, mais vous devrez tout de même rester quelque peu sur la défensive. Non que les astres soient négatifs, mais tout simplement parce que Jupiter est en aspect dysharmonique. Cette planète risque en effet de décupler votre tendance à trop dépenser. Vous qui n'êtes pas habituellement un modèle de prudence dans ce domaine, vous serez enclin à faire des folies. Et méfiez-vous : aucune planète ne viendra à votre secours.

Scorpion C'est sur le plan financier que les astres pourraient vous venir en aide en ce moment. Vous allez bénéficier d'une certaine chance, tout en ayant de bonnes idées pour rentabiliser au mieux vos rentrées d'argent. Attention simplement à l'impact de Jupiter mal aspecté : cet astre habituellement bénéfique pourra vous souffler des envies d'achat impulsif plutôt inutiles. Méfiez-vous : ce serait trop dommage de claquer bêtement vos quelques économies au lieu de les mettre de côté pour un projet plus intéressant.

Capricorne Vous serez convaincant dans vos négociations et transactions, faisant preuve parfois même d'un flair remarquable. En tout cas, vous n'aurez aucun problème de trésorerie, et pourrez même venir en aide à un ami qui se trouve actuellement dans une mauvaise passe financière.

Sagittaire Votre situation matérielle ne se consolidera que lentement. Inutile de vous démener dans l'espoir d'une amélioration spectaculaire. Il sera dans votre intérêt de montrer patient et persévérant. "Petit à petit, l'oiseau fait son nid" (proverbe français).

Verseau Les factures concernant votre foyer doivent être réglées sans délai, sinon vous risquez aujourd'hui d'encourir des embêtements inextricables. Vous faites souvent preuve dans ce domaine d'une coupable négligence.

Poisson Vous devriez pouvoir profiter de cette position d'Uranus pour améliorer votre équilibre pécuniaire. Tous les natifs qui ont des choix financiers importants à faire pourront trouver de bonnes solutions.

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses - Agoè Télèssou
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT
Nicole ESSO
Junior AREDOLO
Vivien ATAHPABEM
Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

UNION ÉCONOMIQUE ET
MONÉTAIRE OUEST AFRICAINE



VISION
PROSPECTIVE
UEMOA
2040

Huit pays, un destin commun

Opinion

L'économie africaine face aux cryptomonnaies

Les monnaies virtuelles peuvent-elles s'appliquer à l'actuelle structure de l'économie africaine où domine la sphère informelle ?

Le monde numérique a été bouleversé ces dernières années par le développement rapide de la blockchain, rendu possible grâce à la monnaie virtuelle comme le Bitcoin, son application la plus connue. Cette monnaie virtuelle pourrait-elle s'appliquer à l'actuelle structure de l'économie africaine où domine la sphère informelle ? Les « cryptomonnaies » sont des actifs numériques virtuels qui reposent sur la technologie de la blockchain à travers un registre décentralisé et un protocole informatique crypté. Un crypto-actif n'est pas une monnaie. Sa valeur se détermine uniquement en fonction de l'offre et de la demande. Les crypto-actifs ne reposent pas sur un organisme de confiance, comme une banque centrale pour une monnaie. L'utilisation de Bitcoins et autres devises virtuelles crée un marché monétaire parallèle qui nuit au marché officiel et est néfaste pour l'ensemble du système financier, déjà pénalisé par le contexte économique actuel. En 1976, l'Autrichien Friedrich von Hayek, prix Nobel d'économie, prédisait dans son ouvrage la dénationalisation de la monnaie, une économie alternative où l'État



perd le monopole de l'émission monétaire. Une idée qui dans les années 1990 inspire aux communautés anarchistes et cyberpunks l'idée de création d'une monnaie pair-à-pair dans le but de contourner les institutions capitalistes. Ce n'est qu'en 2009 que naît la première cryptomonnaie, le Bitcoin, produit de la défiance envers le système provoquée par la crise américaine des subprimes. À partir de cette date, la finance décentralisée ne cesse de croître. Ses moyens de paiement dématérialisés, décentralisés, traçables et infalsifiables prouvent leur solidité et séduisent davantage après avoir traversé la crise sanitaire de la Covid-19. En 2022, échaudés par la crise sanitaire, de nombreux pays engagent des processus pour faire évoluer leur législation. Certains versent dans l'optimisme comme le rap-

port intitulé "Time for Trust : The Trillion-dollar reason to rethink blockchain" publié par PricewaterhouseCoopers (PwC), le cabinet international spécialisé dans l'audit et l'expertise comptable qui estime que la technologie blockchain pourrait rapporter 1 760 milliards de dollars à l'économie mondiale à l'horizon 2030.

Des monnaies interdites ?

La Commission de la science et de la technique au service du développement, organe du Conseil économique et social de l'ONU, dans son rapport intitulé « Tirer parti de la chaîne de blocs pour le développement durable : perspectives et difficultés », a mis en exergue les incidences possibles de la technologie blockchain dans la réalisation des objectifs de développement durable.

Les risques de l'application de cette technologie existent dans une économie déstructurée. Il faudrait lever les verrous qui freinent encore son adoption tels que les questions de normalisation, d'interopérabilité, de vitesse de traitement ou encore de passage à l'échelle (scalabilité), et les incertitudes juridique et réglementaire ... La cryptomonnaie pourrait toucher des secteurs, tels que les banques, les assurances, l'immobilier, la santé, l'énergie, les transports, la politique et les votes en ligne, l'identité virtuelle, la logistique, le social networking, le stockage Cloud, les brevets industriels, la certification des diplômes, la signature électronique, l'identification des objets connectés, la propriété intellectuelle, le commerce équitable... L'authentification de tout œuvre, ou les référendums et le vote en ligne profiteraient de la sécurité de cette technologie qui allie inviolabilité, inaliénabilité, traçabilité et une transparence sans faille, sans aucun intermédiaire. Cependant pour certains experts, cette pratique est controversée et critiquée pour sa volatilité, son utilisation dans des transactions potentiellement malhonnêtes et la

consommation exorbitante d'électricité nécessaire à son fonctionnement. On observe notamment ce phénomène dans les pays en développement, dont la monnaie fiduciaire est faible et plutôt instable aussi bien comme investissement que comme valeur refuge. Cependant, certains États interdisent purement et simplement l'utilisation du Bitcoin et de toute autre cryptomonnaie. Pour s'assurer du respect de cette restriction par leurs citoyens, ils ont décidé de lourdes sanctions à l'encontre de toute personne effectuant des transactions en devises virtuelles.

Un marché monétaire parallèle

L'Algérie par exemple a interdit l'utilisation des monnaies virtuelles, par le biais de sa loi financière de 2018 rendant illégal l'achat, la vente, l'utilisation ou la détention de cryptomonnaies avec des sanctions conformément aux lois en vigueur. Cette interdiction pour le gouvernement découle de plusieurs raisons majeures. La première est qu'une cryptomonnaie est indépendante de tout gouvernement ou institution. Elle n'a aucun statut légal et n'est pas encadrée par une Banque centrale, ce qui

empêche toute possibilité de contrôle par le pays. La seconde raison est la protection des citoyens. En effet, si les Algériens voient une valeur refuge dans le bitcoin, ils se soumettraient à ses importants aléas pouvant provoquer des remous sociaux. Depuis sa création, sa valeur a en effet subi de grosses fluctuations, avec des hausses impressionnantes, mais aussi d'énormes baisses. Troisièmement, les autorités algériennes soutiennent que l'interdiction du Bitcoin et plus généralement des cryptomonnaies pourrait permettre de lutter efficacement contre l'évasion fiscale, le trafic de drogue et le blanchiment d'argent, rendu possible par le manque de traçabilité de la monnaie virtuelle. L'utilisation de Bitcoins et autres devises virtuelles crée un marché monétaire parallèle qui nuit au marché officiel et est néfaste pour l'ensemble du système financier, déjà pénalisé par le contexte économique actuel. Le domaine du e-commerce algérien ne peut pas exploiter ces monnaies car il n'y a pas de réelle économie numérique/électronique en Algérie, à l'exception de quelques sites de vente. @AB

Lacs-/Préparation à la gestion des catastrophes

Des exercices de simulation aux actions précoces, menés dans la région Maritime

La Croix rouge togolaise (CRT) a organisé, le vendredi 31 octobre des exercices de simulation des actions précoces aux inondations dans vingt localités vulnérables des préfectures de Bas-Mono, des Lacs et de Yoto dans la région Maritime.

Cette activité se situe dans le cadre de mise en œuvre de la troisième phase du projet de « Renforcement institutionnel des capacités dans le domaine de préparation aux catastrophes et de l'adaptation au changement climatique au Togo » (RIC-ACC). Elle est soutenue techniquement et financièrement par la Croix rouge allemande par le biais du ministère fédéral de la coopération économique et du développement (BMZ). Initiée en collaboration avec l'Agence de la protection civile (ANPC), cette opération a mobilisé des partenaires étatiques, des organisations internationales, des ONG, la CEB/Nangbeto, WASCAL-Université de Lomé, des autorités locales, des volontaires de la Croix rouge et des communautés. Ces exercices de simulation se sont déroulés simultanément des localités des préfectures de la région Maritime, notamment dans le Yoto, Bas-Mono, et les Lacs.



L'objectif est de tester la coordination des interventions, l'efficacité des dispositifs d'alerte précoce et les mécanismes des populations en cas des montées des eaux. L'opération vise également à évaluer le système d'alerte précoce installé dans les communautés et à tester les plans de contingence communautaire mis en place, en vue de leur amélioration. Cet exercice de simulation a permis d'apprécier les réactions des communautés par rapport aux balises et aux indicateurs locaux d'inondation et le niveau d'appropriation des rôles des membres du comité de gestion d'urgence (CGU) dans la coordination des

actions. Il est aussi question pour la CRT de sensibiliser davantage les communautés aux mesures de préparations et de réponse aux inondations, de renforcer la coordination entre les différentes parties prenantes. La finalité est de renforcer la résilience des communautés riveraines du fleuve Mono face aux effets néfastes des inondations, de réduire et de minimiser les dégâts et surtout d'éviter les pertes en vie humaine lors des inondations. L'exercice de simulation consiste à mettre en œuvre le système d'alerte précoce communautaire que la CRT a mis en place et à préparer les communautés à faire face aux éventuelles

inondations. Il consiste à faire des activités comme si réellement il y a inondation. Les communautés ont aménagé des sites d'accueil où il y a des points d'eau, les sanitaires, école, les points de secours d'urgence, les dortoirs, de point d'enregistrement et autres structures indispensables pour la survie des communautés. Pour la chargée de projet RIC-ACC dans la région maritime, Mme Amégan Afiwa, cet exercice de simulation a permis de renforcer la préparation communautaire et d'améliorer la réactivité des acteurs faces aux urgences liés aux inondations. Elle a situé l'opération dans son

contexte et relevé ses impacts sur les communautés. Mme Amégan a exprimé sa gratitude à toutes les parties prenantes et les a invités à plus de collaboration, de solidarité d'actions, afin que quand il y a des inondations, les risques soient réduits. Le coordinateur régional Maritime de la CRT, Jean Kékéli Komivi Akrosu a exprimé sa satisfaction par rapport à l'exercice de simulation de 2025. « Nous avons noté une réelle participation des communautés. Les populations se sont mobilisées sur les sites d'évacuation. Les localités impliquées comprennent la portée de cet exercice » a-t-il indiqué. Les représentants

des partenaires humanitaires ont salué la collaboration entre eux et les structures nationales, soulignant l'importance de tels exercices de simulation pour réduire les risques et protéger les populations vulnérables. Ils ont noté avec satisfaction la détermination, l'engouement et la disponibilité des populations à qui ils ont demandé de s'approprier des actions que la CRT leur a enseignées pour éviter des dégâts au moment des inondations. En prélude à cette activité de simulation, une rencontre de briefing a réuni les parties prenantes le mercredi 29 octobre à Aného.

ATOP/DK/AR/KYA

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

Le saviez
vous ?
**NOUS VOUS
PRÊTONS**
quand vous avez tout
investi dans le stock.

Jusqu'à

80%de la valeur
du stockDurée
jusqu'à 1 an
renouvelable**BANK OF AFRICA**

BMCE GROUP

f | www.boatogo.com